

**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR***Liberté
Égalité
Fraternité*

Marché public de fournitures

soumis aux dispositions du Code de la commande publique,
passé par procédure adaptée

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES **CCP ECLPN 171**

Écrous noyés

Sommaire

Article 1: Objet du marché public.....	3
Article 2: Mode de passation, type et décomposition de la procédure.....	3
Article 3: Durée et étendue de l'accord-cadre.....	3
Article 4: Documents contractuels.....	4
Article 5: Conditions générales d'exécution.....	4
5.1: Échanges et correspondances.....	4
5.2: Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	4
5.3: Assurance.....	5
Article 6: Clause environnementale.....	5
Article 7: Commande.....	5
7.1: Référence commandée et fréquence.....	5
7.2: Exclusivité.....	5
7.3: Bon de commande.....	6
Article 8: Obligations.....	6
Article 9: Conditions d'exécution des livraisons.....	6
9.1: Lieu de livraisons des fournitures.....	6
9.2: Préparation des livraisons – conditionnement.....	6
9.3: Remise des livraisons.....	7
9.4: Délai de livraison.....	7
9.5: Prolongation - sursis au délai de livraison.....	7
9.6: Opérations de vérification - transfert de propriété.....	8
Article 10: Prix de l'accord-cadre.....	8
10.1: Contenu.....	8
10.2: Révision.....	8
10.3: Clause de sauvegarde.....	9
Article 11: Pénalités de retard.....	9
Article 12: Règlement financier.....	10
12.1: Avance.....	10
12.2: Facturation.....	10
12.3: Délai de paiement.....	11
12.4: Intérêts moratoires.....	11
Article 13: Garantie.....	11
Article 14: Clause de réexamen.....	11
14.1: Substitution de fournitures.....	11
14.2: Clause de réexamen pour pénurie d'une référence.....	12
Article 15: Résiliation de l'accord-cadre.....	12
Article 16: Règlement des différends et litiges.....	12
16.1: Procédure amiable.....	12
16.2: Médiation.....	12
16.3: Procédure contentieuse.....	13
Article 17: Dérogations au CCAG de référence.....	13

Article 1: Objet du marché public

Le présent marché a pour objet l'achat, d'écrous noyés destinés à l'aménagement des véhicules des forces de sécurité intérieure équipés par l'Atelier Central Automobile (ACA) de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN).

Article 2: Mode de passation, type et décomposition de la procédure**1 Cadre juridique**

Le présent marché public est passé en application du Code de la commande publique et au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Il est passé suivant par procédure adaptée en vertu des articles L. 2123-1, R.2123-1 1° et R.2123-4 à R.2123-5, avec publicité adaptée en vertu de l'article R.2131-12 2°.

1 : Forme de l'accord-cadre

Le présent marché fait suite à la procédure ECLPN 2403 « Consommables divers nécessaires pour l'aménagement de véhicules (10 lots) », avis n°24-113223 au BOAMP et n°603718-2024 au JOUE publiés le 08/10/2024, dont le lot 9 « écrous noyés » a été déclaré sans suite pour cause d'infructuosité le 20 janvier 2025.

Il s'exécute par accord-cadre à bons de commande, passé en application des articles L.2125-1 1°, R. 2162-1, R. 2162-2, R. 2162-4 2°, R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il est mono-attributaire.

L'accord-cadre se compose d'un lot unique. En effet, conformément à l'article L2113-10 de la commande publique : « *Les marchés sont passés en lots séparés, sauf si leur objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.* »

Article 3: Durée et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme de 36 mois à compter de la date mentionnée ci-dessous. Il est reconductible de manière tacite 1 fois 12 mois sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, l'administration en informe le titulaire par lettre recommandée ou courriel avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est passé sans montant minimum et avec un montant maximum de 142 900 € HT pour toute la durée du marché.

Article 4: Documents contractuels

Les documents contractuels régissant l'accord-cadre, par ordre décroissant de priorité :

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires ;
- le cahier des clauses particulières CCP ECLPN 171 ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre du titulaire ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le représentant du pouvoir adjudicateur conserve les pièces constitutives de l'accord-cadre, pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la fin de son exécution, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-13 du Code de la commande publique.

Le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement, du bordereau des prix unitaires et du présent CCP à la date de notification de l'accord-cadre.

Article 5: Conditions générales d'exécution**5.1: Échanges et correspondances**

Les correspondances échangées et les documents remis en exécution de l'accord-cadre sont rédigés en français. Toute notification fait courir un délai qui s'effectue conformément aux dispositions de l'article 3.2 du CCAG de référence.

5.2: Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 7 du CCAG de référence le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. Il respecte et applique les grands principes de la norme ISO 26 000 (responsabilité sociétale).

Le titulaire doit fournir tous les six (6) mois, à compter de la notification de l'accord-cadre, les documents énoncés à l'article D.8222-5 ou, pour les entreprises étrangères, aux articles D.8222- 7 et D.8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre peut faire l'objet d'une décision de résiliation aux torts du titulaire sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

5.3: Assurance

Le titulaire de l'accord-cadre contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victime d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il produit les documents justificatifs dès la notification de l'accord-cadre dans un délai de 15 jours et à tout moment durant son exécution, dans le même délai, à compter de la réception de la demande qui lui sera faite.

Article 6: Clause environnementale

Le titulaire doit être en mesure d'attester ou de justifier que le marché est exécuté dans le strict respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

De préférence, le titulaire répond aux lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale de la certification ISO 26 000.

Article 7: Commande

7.1: Référence commandée et fréquence

Les références objet de l'accord-cadre sont celles listées au bordereau des prix unitaires (BPU). Ces références doivent être conformes techniquement aux prescriptions mentionnées dans le BPU.

Par ailleurs, le titulaire garantit un accès à l'acheteur à son catalogue. Si possible, l'accès à ce catalogue s'effectue via un espace numérique dédié. L'acheteur peut ainsi passer commande directement sur des références non listées au présent accord-cadre mais relevant strictement des mêmes familles de produit que le lot concerné. Il est appliqué le taux de remise indiqué au BPU.

Ces commandes sur catalogue sont réalisées pour couvrir un besoin ponctuel, qui ne bouleverse pas l'économie générale du marché.

Pendant l'exécution du contrat, le titulaire peut proposer de modifier les conditionnements du bordereau des prix unitaires s'ils sont plus adaptés aux commandes passées par l'ECLPN. Ces modifications contractuelles deviennent effectives après la signature d'un avenant par la personne publique et le titulaire du marché.

7.2: Exclusivité

Le titulaire a l'exclusivité des commandes des fournitures relevant de l'accord-cadre.

Toutefois en cas d'inexécution des clauses du marché de la part du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur peut confier les prestations à un tiers et les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 45 et suivants du CCAG de référence.

7.3: Bon de commande

Toute commande fait l'objet d'un bon de commande écrit et numéroté, généré par le centre de prestations financières (CPFi) du ministère de l'Intérieur et transmis par voie électronique. Le titulaire confirme systématiquement au « service à contacter » mentionné sur le bon de commande, l'enregistrement de la commande.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, sans que la durée d'exécution des prestations ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Article 8: Obligations

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder secrets ou confidentiels les informations et documents auxquels il aura accès lors de l'exécution des prestations du marché public.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, et le cas échéant, à ses sous-traitants et fournisseurs.

De même, la personne publique s'engage à maintenir le secret ou la confidentialité des informations signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire à l'occasion du présent accord-cadre.

Le non-respect par le titulaire de ces dispositions pourra entraîner la résiliation du marché public à ses torts exclusifs, conformément à l'article 41 du CCAG de référence.

Article 9: Conditions d'exécution des livraisons

9.1: Lieu de livraisons des fournitures

Les livraisons s'effectuent exclusivement à l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN) - 1 rue Faraday – BP81600 – 87 022 LIMOGES Cedex 09, du lundi au vendredi de 8h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h45, à l'Atelier Central Automobile (ACA).

9.2: Préparation des livraisons – conditionnement

L'emballage, le conditionnement en vue de la livraison, le chargement, l'arrimage ainsi que les opérations de livraison à proprement parler et de déchargement, sont effectués sous la responsabilité du titulaire de l'accord-cadre. Les colis comportent impérativement la mention « **à livrer à l'ACA** ».

Les commandes sont livrées franco de port.

Les conditionnements individuels sont impérativement recyclables par toute filière courante de traitement des déchets.

Aucune unité de conditionnement livrée ne doit excéder 2 tonnes.

9.3: Remise des livraisons

Conformément à l'article 21.2 du CCAG de référence, toute livraison est accompagnée d'un bon de livraison qui précise notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande du marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées, et quand il y a lieu leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des colis des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis porte de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

9.4: Délai de livraison

Les délais de livraison maximum sont de 30 jours calendaires, indifféremment de la quantité commandée. Le délai de livraison inclut les délais d'approvisionnement et de préparation des commandes, le délai de transport.

Le délai de livraison peut être suspendu pour congés :

- dans la limite de trois semaines en été,
- dans la limite d'une semaine en fin d'année.

Le titulaire adresse une demande de suspension de délai au représentant du pouvoir adjudicateur qui peut accepter de suspendre les délais aux périodes pré-citées.

Par dérogation de l'article 3.1 du CCAG de référence, les délais commencent à courir à compter de l'envoi du bon de commande Chorus au titulaire.

9.5: Prolongation - sursis au délai de livraison

Le représentant du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG de référence, accorde une prolongation du délai de livraison sous réserve que :

- le retard prévisible de livraison soit du fait du représentant du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure,
- la demande écrite de prolongation de délai ait été faite dans les 15 jours à compter de la date à laquelle les causes faisant obstacles à la livraison dans les délais contractuels sont apparues ;
- la demande ne doit pas être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution des prestations.

Lorsque qu'un retard d'exécution est imputable à l'administration, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Par ailleurs, le délai de livraison peut également être suspendu ou prolongé dans les conditions prévues à l'article 21.5 du CCAG de référence.

9.6: Opérations de vérification - transfert de propriété

Les opérations de vérification qualitative et de vérification quantitative sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai maximum de quinze jours après livraison conformément aux articles 27 à 30 du CCAG de référence.

Au terme de ces vérifications, dans le respect des articles pré-cités, le représentant du pouvoir adjudicateur prononce soit l'admission, soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des fournitures livrées.

En l'absence de notification d'une décision dans le délai imparti, les fournitures sont réputées admises.

L'admission des fournitures est systématiquement prononcée sous réserve des vices cachés. Elle déclenche d'une part le transfert de propriété de la fourniture conformément à l'article 31 du CCAG de référence et d'autre part les garanties associées au produit.

Le titulaire s'assure de la qualité de ses fournitures pour proscrire tous rivets défectueux. À défaut de conformité, le titulaire s'engage à remplacer la fourniture dans un délai maximum d'une semaine suite au signalement de non-conformité.

Article 10: Prix de l'accord-cadre

10.1: Contenu

Les prix proposés comprennent toutes les charges frappant obligatoirement la prestation y compris les frais de traitement de commande, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'écoparticipation éventuelle et la garantie prévues à l'article 13 du présent CCP.

10.2: Révision

Les prix sont exprimés de façon unitaire, par référence et quantité commandées. Les prix définitifs sont fixés au BPU.

Les prix sont révisibles à la hausse comme à la baisse, tous les ans, à compter de la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre, par application de la formule « *Prix unitaire x Cn* » où Cn équivaut à :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \times (\text{Indice } (n) / \text{Indice } (o))$$

dans laquelle :

- Indice (n) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date d'anniversaire de révision des prix ;
- Indice (o) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date limite de dépôt des offres.

Indice utilisé	Identifiant
Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – G25E – Coutellerie, outillage, quincaillerie et autres ouvrages en métaux Prix de marché – Base 2021	INSEE - Identifiant 010764022

Si la série est arrêtée lors de l'exécution de l'accord-cadre, elle est remplacée par la série équivalente proposée par l'INSEE. Un coefficient de raccordement le cas échéant peut être utilisé. Ce changement est acté par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG de référence, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

La demande de révision de prix est **présentée par le titulaire** de l'accord-cadre, **au plus tard 30 jours avant la date de révision des prix**, au représentant du pouvoir adjudicateur. Elle est accompagnée du détail de calcul du coefficient de révision issu des formules ci-dessus et du bordereau des prix unitaires révisés mentionnant pour chaque ligne, le coefficient de révision requis. Elle est active après autorisation expresse du représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de défaut de communication du nouveau barème, le représentant du pouvoir adjudicateur peut effectuer la révision de prix de sa propre initiative si celle-ci est à la baisse.

10.3: Clause de sauvegarde

Si l'évolution moyenne des prix entraîne une variation de plus de 3 %, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de limiter la variation selon une répartition ayant fait l'objet d'un échange avec le titulaire, soit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Article 11: Pénalités de retard

Conformément aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire dépasse les délais contractuels d'exécution, celui-ci encourt, par jour de retard, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

- P = le montant des pénalités ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rends l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours calendaires de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités est plafonné au montant de la prestation non exécutée dans les délais contractuels.

Article 12: Règlement financier

12.1: Avance

Une avance est accordée, sous réserve que le titulaire ne l'ait pas refusée dans l'acte d'engagement, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est fixé à 15 % du montant du bon de commande, par application de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique si le titulaire de l'accord-cadre est une TPE ou PME le taux de l'avance est de 30 %.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'impute automatiquement sur les sommes dues au titulaire ; celui-ci ne doit pas en déduire le montant dans les factures qu'il établit.

12.2: Facturation

Après admission des fournitures, le titulaire établit une facture obligatoirement libellée en euros. Ce document comporte, outre les mentions légales obligatoires de l'article D.2192-2 du Code de la commande publique (n°SIRET, statut, etc), les éléments suivants :

- l'adresse de facturation telle qu'elle figure sur le bon de commande,
- le code service exécutant : MI0PTF1075, (MI zéro PTF mille soixante-quinze)
- les références de l'accord-cadre (numéro à 10 chiffres) commençant par 17,
- les références du bon de commande (numéro à 10 chiffres) commençant par 14,
- les noms, adresse et numéro de téléphone du titulaire,
- la domiciliation des paiements,
- la date d'émission de la facture,
- le numéro et la date du bon de livraison,
- les références et désignations des fournitures, les quantités livrées,
- les prix unitaires hors TVA,
- le taux et montant de la TVA,
- le montant total TTC.

Cette facture est transmise de façon dématérialisée via le « Portail Chorus factures de l'État » : <https://chorus-pro.gouv.fr> à l'attention du « Destinataire Etat – SIRET 11000201100044 ».

Si plusieurs livraisons sont réalisées pour une seule commande, le titulaire dépose sa facture après la livraison de l'ensemble des fournitures objet de la commande.

Seule une copie de la transmission ainsi faite est adressée à l'ECLPN.

12.3: Délai de paiement

Conformément aux dispositions des articles R.2192-10, R.2192-12 à R.2192-15 et R.2192-17 du code la commande publique, le délai de paiement est fixé à trente (30) jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date de vérification de la conformité des prestations si celle-ci est postérieure.

12.4: Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de versement d'intérêts moratoires, ceux-ci sont augmentés d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement.

Article 13: Garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG de référence, les fournitures sont garanties au minimum 2 ans à compter de la date de leur admission.

Article 14: Clause de réexamen

14.1: Substitution de fournitures

Les fournitures objet de l'accord-cadre doivent demeurer identiques pendant toute la durée de celui-ci.

Dans l'hypothèse où une modification voire un remplacement s'avère incontournable, le titulaire en informe préalablement le représentant du pouvoir adjudicateur par écrit et lui présente un descriptif technique détaillé du produit modifié ou du produit de substitution qu'il accompagne d'un échantillon. La fourniture proposée doit être au moins équivalente à la fourniture référencée en termes de fonctionnalités, de compatibilité et de performances.

Tout changement ne peut être mis en œuvre qu'après accord express du représentant du pouvoir adjudicateur, et il ne peut provoquer aucune hausse de tarif.

14.2: Clause de réexamen pour pénurie d'une référence

Conformément à l'article R.2194-1 du code la commande publique, la présente clause de réexamen permet ainsi d'ajouter une référence, quel que soit son montant, sans nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence.

Cette clause s'applique si une des références objet de l'accord-cadre n'est plus approvisionnable par le titulaire sur une durée supérieure à 6 mois.

L'acheteur peut demander au titulaire un échantillon de ce nouveau produit, ainsi que tous les documents techniques afférents. La nouvelle référence doit être conforme aux prescriptions techniques du présent CCP, son intégration au BPU est soumise à l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

L'intégration d'une nouvelle référence est soumise à l'accord express du représentant du pouvoir adjudicateur. L'acheteur informe par courrier le titulaire de son acceptation avec l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des prix » transmise à jour.

Article 15: Résiliation de l'accord-cadre

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre avant son terme :

- soit dans le cas d'événements extérieurs au marché fixé à l'article 39 du CCAG de référence,
- soit dans le cas d'événements liés au marché fixé à l'article 40 du CCAG de référence,
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG de référence ,
- soit pour motif d'intérêt comme prévu à l'article 42 du CCAG de référence.

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu par la personne publique à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 16: Règlement des différends et litiges

En cas de litige, la réglementation française est seule applicable. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent pour traiter tout litige.

16.1: Procédure amiable

La procédure de règlement amiable des différends ou litiges qui pourraient survenir en cours d'exécution du présent accord-cadre relève de l'article R.2197-1 du Code de la commande publique.

16.2: Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, à son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs »
du Ministère de l'Intérieur et des outre-mer
Place Beauvau
75 800 PARIS cedex 08

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

16.3: Procédure contentieuse

Les litiges survenus en cours d'exécution du présent accord-cadre, qui ne pourraient être résolus de façon amiable, par dérogation à l'article R. 312-11 du Code de justice administrative, sont de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de PARIS
7 rue de Jouy
75 181 PARIS Cedex 04
téléphone : +33(0)1.44.59.44.00
télécopie : +33(0)1.44.59.46.46
courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
site Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Article 17: Dérogations au CCAG de référence

Article du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations	Article du CCAG FCS auxquels il est dérogé
9.4	3.1
10.2	10.2.1
13	33

